

Présentation publique

**Rapport sur la compétitivité
de l'économie luxembourgeoise
«Une paille dans l'acier»**



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Présentation publique

**Rapport sur la compétitivité
de l'économie luxembourgeoise
«Une paille dans l'acier»**



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

-
-
-
-
-
-
-
-

Rapport sur la compétitivité du Luxembourg: *une paille dans l'acier*



Lionel Fontagné
30 novembre 2004

•
•
•

Plan de la présentation

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

-
-
-

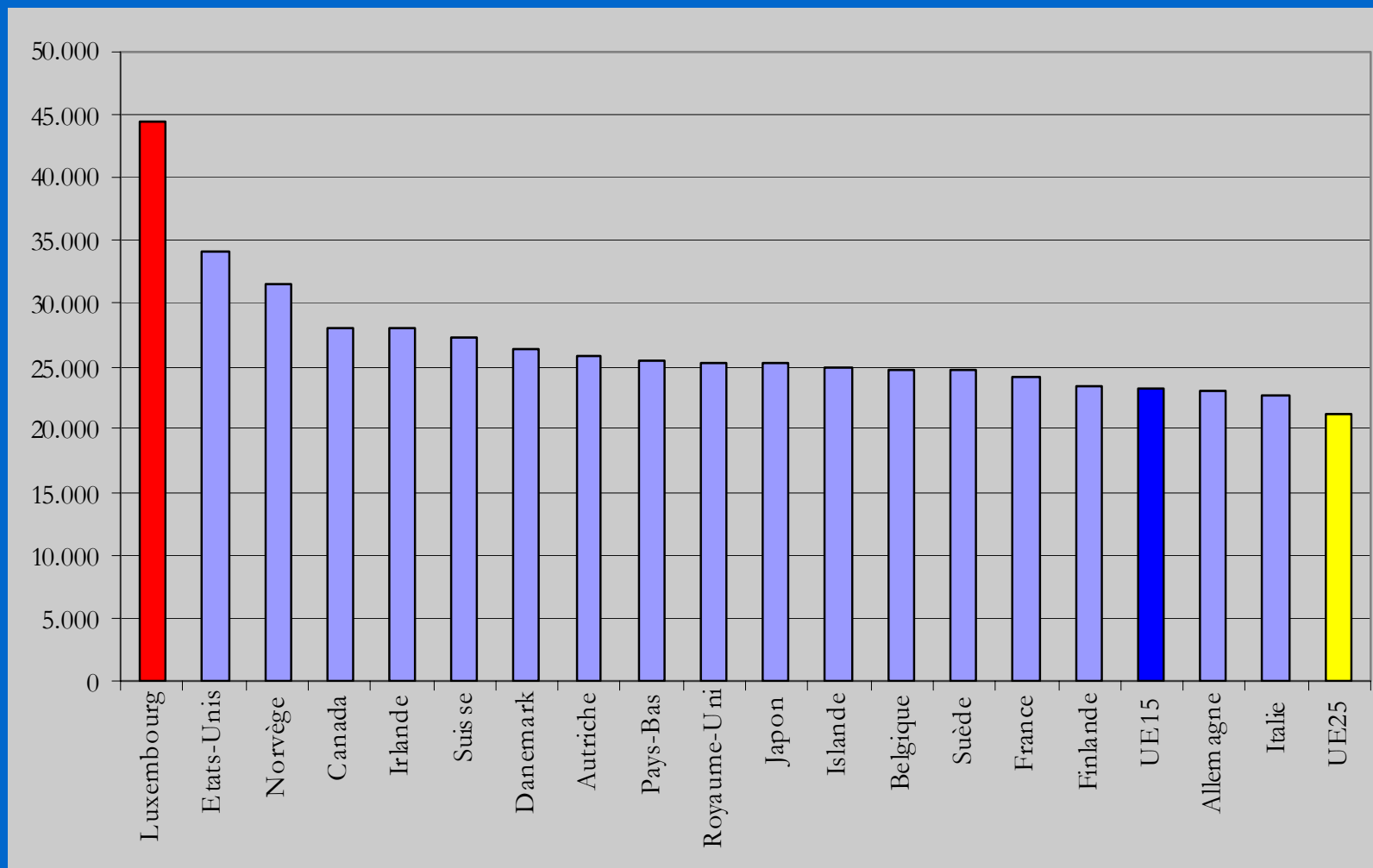
- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

-
-
-

Motivation

- Pourquoi s'intéresser à la compétitivité d'une éco à rev. per cap. supérieur aux USA?
- Reconversion industrie → services : succès
- Le modèle s'essouffle
- Nouvel environnement: le modèle va être soumis à de fortes contraintes
- Demande de la Tripartie: expertise indépendante

Revenu par tête PPA 2003



-
-
-

- Des atouts → sentiment d'isolement
 - des contraintes internationales
 - voire même des contraintes économiques
- Contexte socio-politique peu enclin aux réformes
- Le niveau de richesse du pays permettrait de traiter les problèmes
 - en amont, " à froid "
 - de façon à préserver les équilibres sociaux.

-
-
-

Méthode

- Rencontres avec la Tripartite
- Contributions membres de la Tripartite
- Discussion du concept de compétitivité et des objectifs de politique économique associée
- Sélection, avec l'Observatoire de la compétitivité, d'un ensemble étendu d'indicateurs (80)
- Construction d'un Tableau de bord
- Rapport sur la compétitivité du G.D. première étape d'un dialogue social sur solutions

-
-
-

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

-
-
-

Le débat au Luxembourg

- Loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi
- Le *comité de coordination tripartite* a pour rôle "d'émettre un avis préalable à la prise de mesures dès lors que le nombre de demandeurs d'emploi atteint un certain seuil".
- Loi du 8 avril 1982 : évoque des "mesures spéciales en vue d'assurer le maintien de l'emploi et la compétitivité générale de l'économie".
- Règlement grand-ducal du 5 avril 1985, pris sur la base de la loi du 24 décembre 1977, première mise en place un système cohérent d'indicateurs

-
-
-

- "... le rôle principal de l'Etat est de contribuer à l'obtention et au maintien d'une qualité de vie soutenable et élevée de la population du pays."
- "un pays est compétitif [si]:
 - sa productivité augmente à un rythme similaire ou supérieur à celui de ses principaux partenaires commerciaux ayant un niveau de développement comparable,
 - il parvient à maintenir un équilibre dans le cadre d'une économie de marché ouvert,
 - il connaît un niveau d'emploi élevé"
- (Conseil Economique et Social, 2001)

-
-
-

- Système de 9 indicateurs est utilisé depuis lors régulièrement calculées et publiés par le STATEC.
- Complété par un ensemble d'indicateurs de compétitivité développés avec le CREA.
- Rapport annuel sur la compétitivité publié depuis 1999 dans la série des cahiers économiques de STATEC
- Note pour le Comité tripartite publiée en février 2004

-
-
-

- Les objectifs de Lisbonne, le rapport Kok
- "l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale".
- Open Method of Coordination - subsidiarité - benchmarking - évaluation pairs
- Décliner au niveau du G.D. les préoccupations du rapport Kok

-
-
-

- Pour les représentants des salariés:
 - pourquoi s'intéresser à la compétitivité de ce pays prospère, à la cohésion sociale exemplaire?
 - si ce n'est, sous couvert d'examen d'un concept imprécis
 - pour proposer des réformes remettant en cause des droits acquis ?

-
-
-

- Pour les représentants des entreprises:
 - la situation s'est dégradée
 - il faut fournir au gvt des clignotants
 - le marché du travail est trop rigide
 - les coûts élevés
 - mais surtout la concurrence s'est déplacée
 - syst. fiscaux et régl. → réactivité société

-
-
-

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

-
-
-

Le concept de compétitivité

- Ne parlez pas de " compétitivité d'une économie nationale " aux économistes !
- Charge de Paul Krugman (1994) contre " la dangereuse obsession " de compétitivité de l'administration Clinton et de la Commission européenne.
- "La compétitivité est un mot vide de sens lorsqu'il est appliqué aux économies nationales"

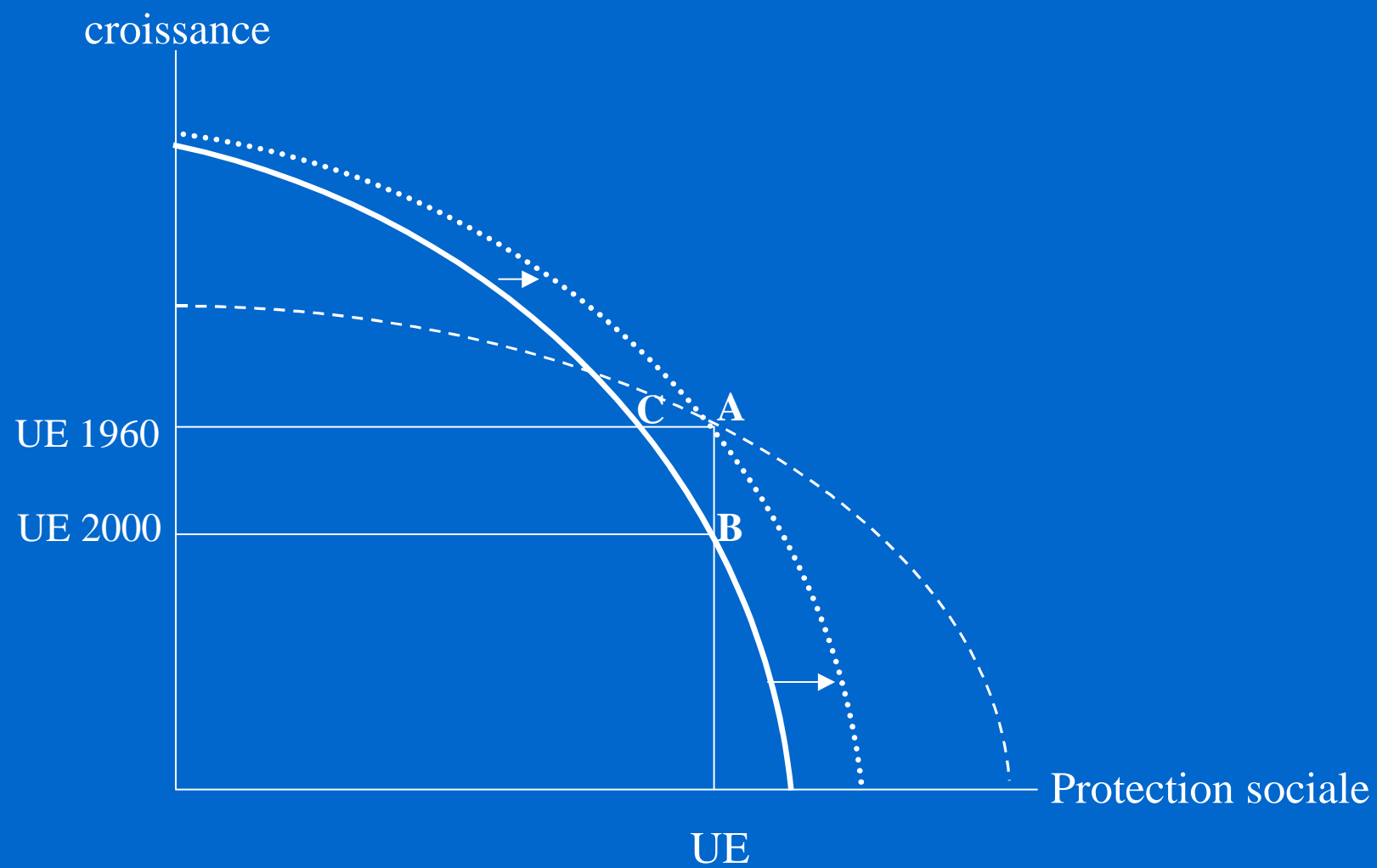
-
-
-

- "Industrie" des rapports sur la compétitivité
- Position économistes pas tenable // policy
- Des rapports sont faits dans plusieurs pays
- Le classement compétitif sera fait de toute façon : "industrie des rapports" s'en chargera
- Outil de réflexion sur la politique économique dans un monde "ouvert"

-
-
-

- Mesure et suivi des déterminants de la compétitivité:
 - A la métrique simple des indicateurs composites doit être préférée une approche en termes de tableau de bord. Ex : Capital humain, Innovation, TIC
 - La dimension comparative est essentielle, mais vis-à-vis de pays comparables
- Toute politique de compétitivité devrait systématiquement se poser la question de ses effets redistributifs et de son impact sur la cohésion sociale.

-
-
-



-
-
-

- Les indicateurs composites, agrégeant différentes variables explicatives de la croissance économique
 - constituent une utilisation très contestable de cette approche large
 - donnent lieu à des classements de pays sans robustesse statistique et très variables d'une année sur l'autre :
 - modèle économique
 - mesure des variables
 - pondération

-
-
-

- Si les entreprises sont rivales ou en concurrence
 - les Etats ne se livrent pas au même genre de compétition.
 - la croissance des uns ne se fait pas aux dépens des autres.
- Envisagée comme un concept relatif, la compétitivité se décline en *classements*.
- Un mauvais classement suggère des politiques économiques correctrices
 - souvent mutuellement incompatibles (réduire la fiscalité et augmenter les dépenses publiques).
 - et débouchant sur des politiques nationales non-coopératives.

-
-
-

- Envisagée comme un concept absolu, la compétitivité est un ens. de cond^o propices à la croissance, sur lesquelles l'action publ. peut avoir une influence positive.
 - élévation du niveau d'éducation
 - production de connaissances
- De telles politiques, mêmes engagées de façon isolée, ont des retombées positives pour les autres écos (le stock mondial de connaissances et de compétences s'accroît).
- Compétition d'un côté... recherche des meilleures politiques de l'autre

-
-
-

- **Finalement:**

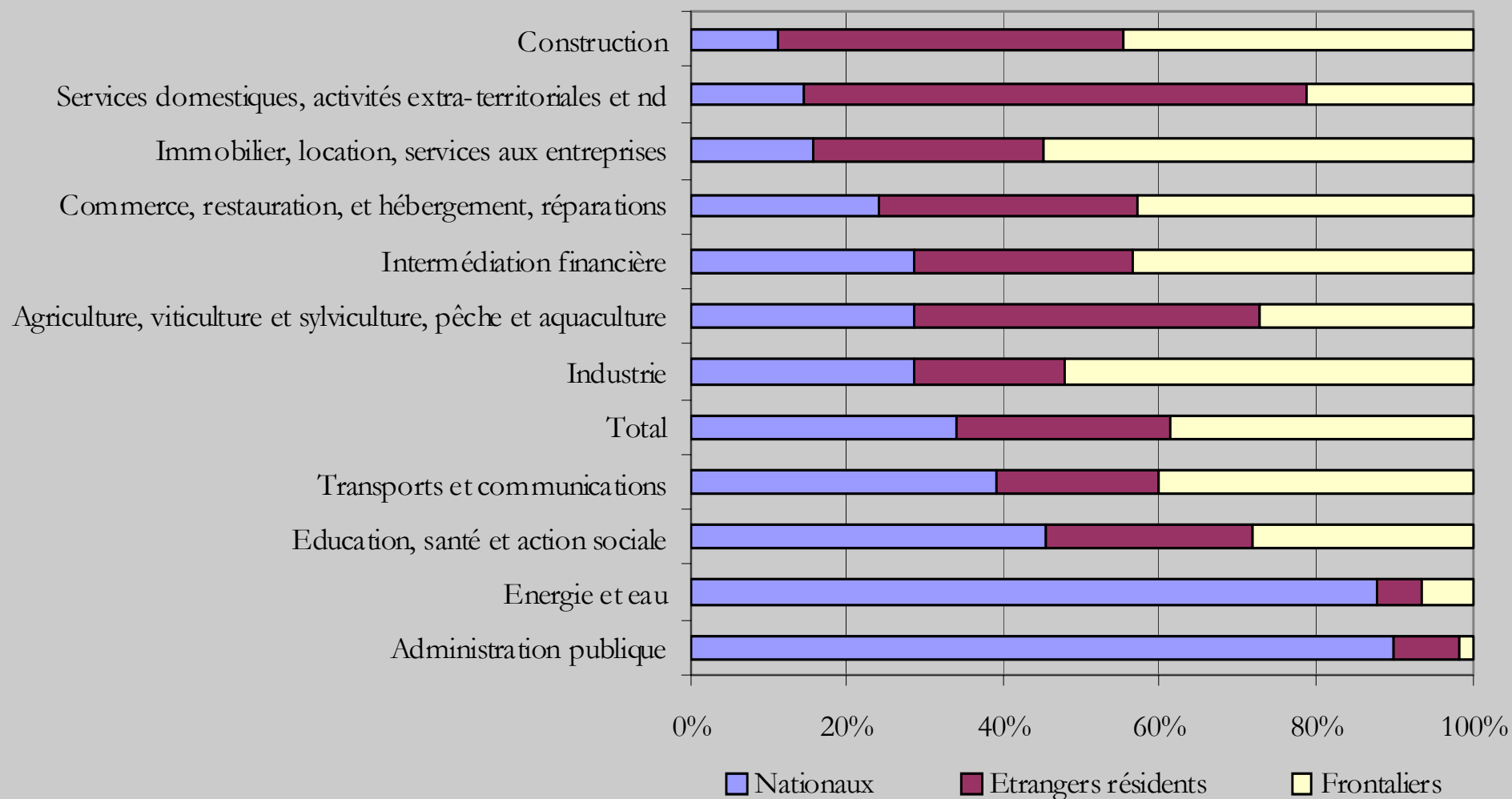
- la compétitivité n'est pas l'objectif ultime de la politique économique
- mais simplement un objectif intermédiaire.
- l'objectif ultime reste le bien être de la populat^o,
- lequel pondère différemment les objectifs de réduction des inégalités, de lutte contre la pauvreté, d'importance du filet social selon les préférences collectives.

•
•
•

La spécificité du G.D.

- Un économie de petite taille
- Intégrée au sein d'une grande région
- Fortement spécialisée
- Dotée d'un marché du travail régulé et segmenté
 - les immigrés et les frontaliers représentent 80% des travailleurs du secteur privé, alors que les luxembourgeois constituent 80% des effectifs du secteur public.

Emploi salarié par secteur d'activité, nationalité et pays de résidence - mars 2003



-
-
-

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

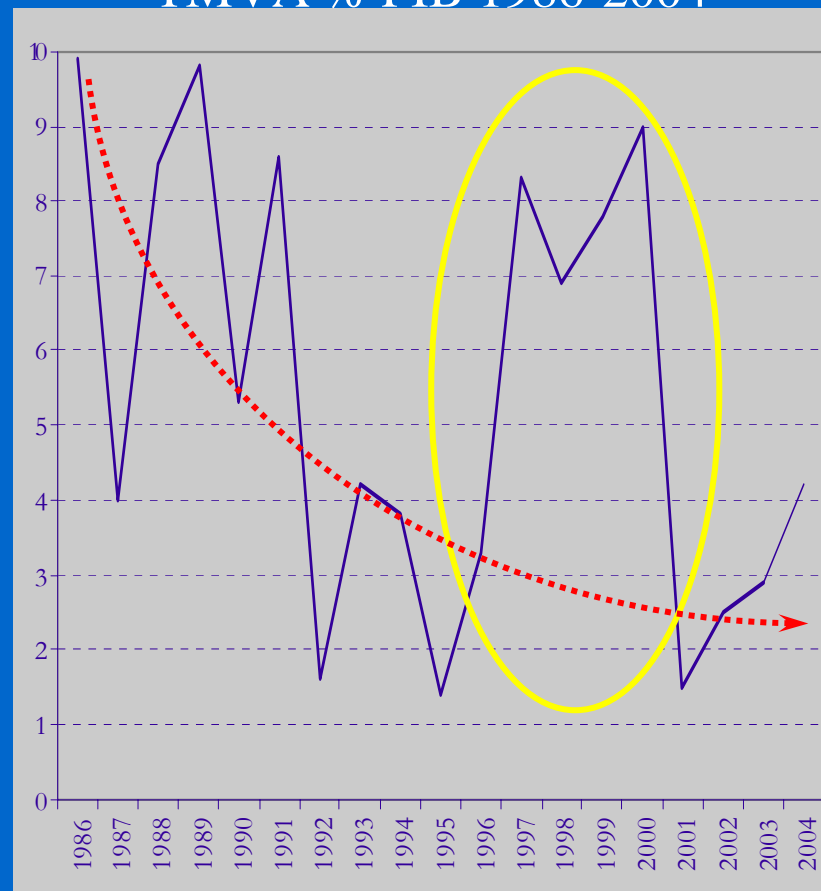
•
•
•

La situation générale

- Très haut niveau de vie
- Intégrat^o européenne et reconversion réussies
- Ne doit masquer
 - ni l'effondrement de la croissance économique en 2001-2002;
 - ni l'essoufflement du modèle

→ les bénéfices de la forte spéc^o financière ont *déjà* été engrangés

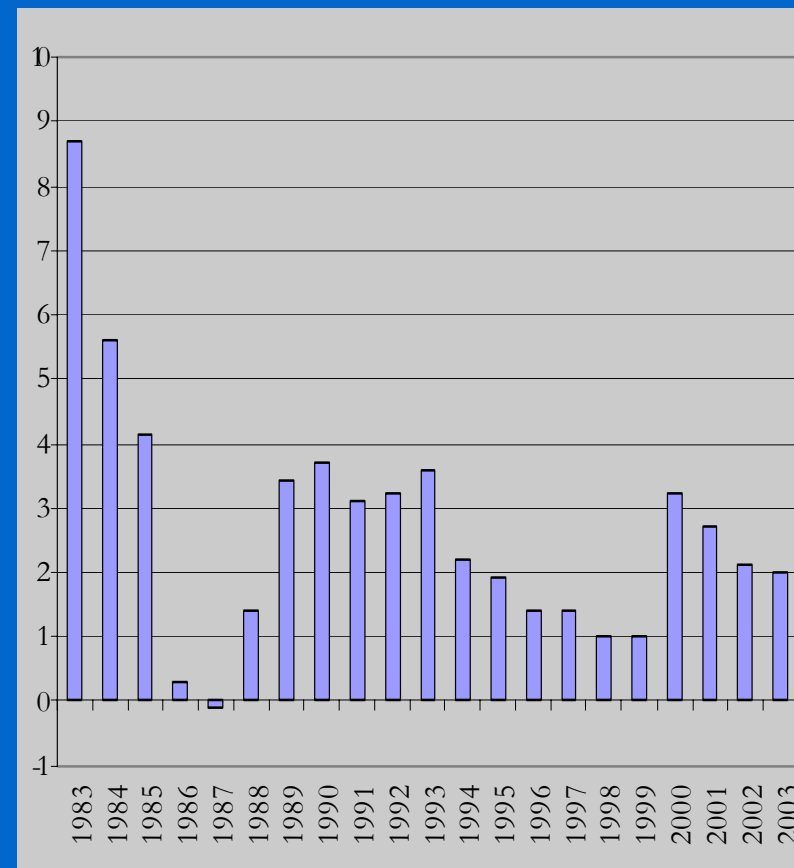
TMVA % PIB 1986-2004



-
-
-

- en 4 ans, le G.D. a accumulé 3,3 points d'inflation en plus que ses quatre principaux partenaires commerciaux, 2,4 points par rapport à la moyenne de l'UE15 et 4,5 points de plus que son voisin allemand.

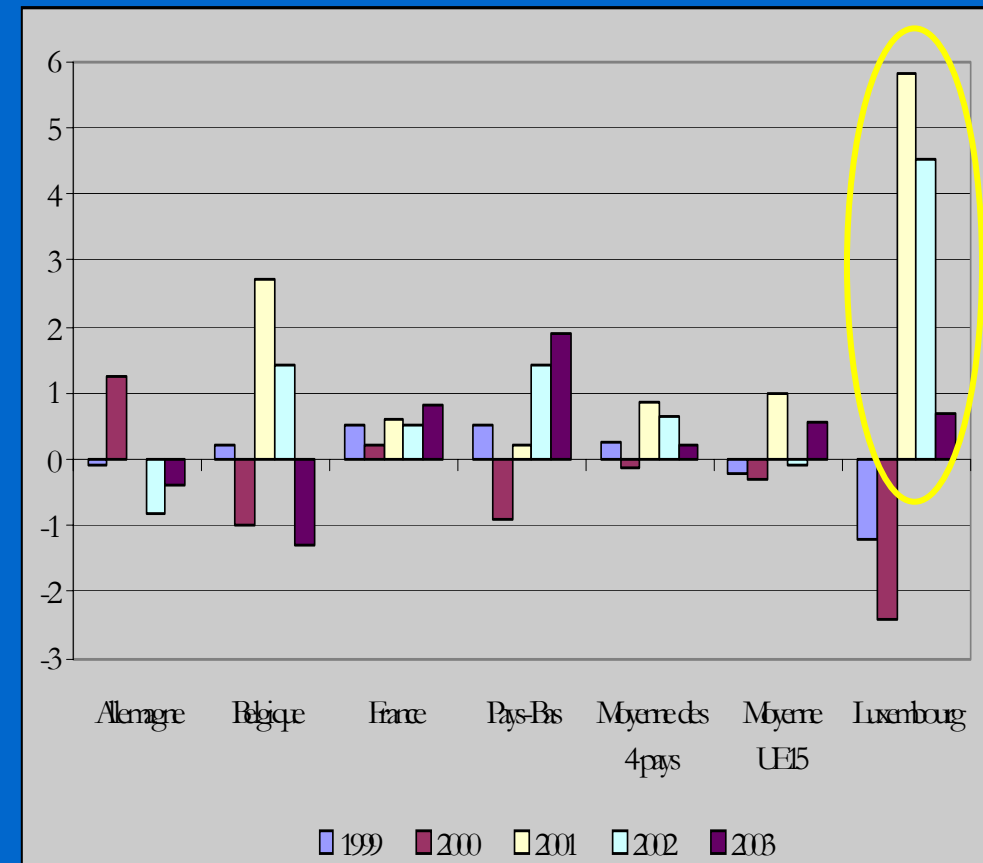
Inflation 1983-2003



-
-
-

- depuis 1990, les salaires ont augmenté une fois et demie plus vite que la productivité dans l'éco. luxembourgeoise
- au rythme observé depuis 2000, en 2011 les coûts auront doublé par rapport à 1990

TMVA % CSU 1999-2003



-
-
-

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

•
•
•

Le modèle compétitif du G.D.

- S'appuyer sur des avantages :
 - naturels (localisation des gisements de minerai)
 - géographiques (position au sein du Zollverein ou du Marché commun);
 - ou réglementaires (le secret bancaire, le libéralisme, les circuits courts de décision)
- Pour enclencher des cercles vertueux d'agglomération d'activité.
- « La croissance est localisée »

-
-
-

- Contraintes réglementaires plus limitées que dans les grands pays voisins,
- Taux de prélèvt plus bas sur des activités ciblées
- Rémunérations élevées,
- Attraction entreprises et employés étrangers.
- Forte croissance base fiscale
- A permis de maintenir des taux très bas tout en maintenant une progression rapide des dépenses publiques.

•
•
•

- Le G.D. a moins à craindre les aléas des marchés financiers, qui affectent toutes les places, que les évolut^o de son envt institutionnel et réglementaire au sein de l'UE.
- L'acceptation de la distorsion au niveau UE a facilité la reconversion de l'éco du G.D.
- Les difficultés budgétaires des grands pays voisins vont toutefois rendre leurs responsables plus incisifs sur le dossier fiscal (premiers effets)

-
-
-

- Trouver un nouvel équilibre entre souveraineté et intégration
- Ce nouvel équilibre implique de diversifier les risques, de rendre les externalités sur les pays voisins plus diffuses, enfin d'entrer de plain pied dans l'économie de la connaissance.
- Rejoint Lisbonne

-
-
-

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

-
-
-

Difficultés: éducation, marchés

- Le système éducatif luxembourgeois manque deux objectifs essentiels :
 - la réduction des inégalités sociales
 - la fourniture à chaque citoyen du kit de survie intellectuel dans une société où la mobilité professionnelle devient la règle.
- L'employabilité à long terme n'est pas assurée
- Les inégalités sociales sont reproduites
- Avec un fort biais en défaveur des immigrants.

-
-
-

- Indexation:

- constitue une garantie de maintien du pouvoir d'achat, favorise la paix sociale et facilite les négociations collectives
- ce ne sont pas les prix qui déterminent les salaires, mais la productivité
- par contre les salaires déterminent les prix

- La perception des avantages de ce mécanisme par les salariés est probablement excessive

- Le salaire minimum s'est écarté de son légitime objectif redistributif

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Lettonie	-	-	-	107	116	121
République Slovaque	-	-	-	114	133	148
Estonie	-	-	-	118	138	159
Pologne	-	-	196	212	201	177
Hongrie	-	-	-	202	212	189
République Tchèque	-	-	-	-	199	207
Slovenie	-	-	-	-	451	471
Portugal	357	371	390	406	416	498
Espagne	416	425	433	516	526	537
Grèce	505	526	544	552	605	605
Etats-Unis	762	883	995	1.001	877	727
Irlande	-	945	945	1.009	1.073	1.073
Royaume-Uni	866	970	1.130	1.118	1.106	1.083
France	1.036	1.049	1.083	1.126	1.154	1.173
Belgique	1.074	1.096	1.118	1.163	1.163	1.186
Pays-Bas	1.064	1.092	1.154	1.207	1.249	1.265
Luxembourg	1.162	1.191	1.259	1.290	1.369	1.403

-
-
-

- Marchés des biens et services

- plusieurs " poches de résistance " freinent la diffusion des nouvelles technologies de communication, l'implication dans la nouvelle économie et la réalisation de gains de productivité.
- le Luxembourg était fin 2002 parmi les pays les plus chers de l'OCDE en matière d'accès à l'ADSL.
- le degré de sophistication des services publics luxembourgeois était en 2003 le plus bas de l'UE

-
-
-

- Motivation et méthode
- Le débat sur la compétitivité au Luxembourg
- Le concept de compétitivité et la spécif. du G.D
- Situation économique générale du G.D.
- La vraie nature de la compétitivité du G.D.
- Des difficultés masquées par prospérité 90 's
- Une politique de compet. pour le G.D.

-
-
-

Une politique...

- Un Tableau de bord:
 - 80 indicateurs en 10 rubriques
 - Perf macro / Emploi / Pdctivité et coût du L / Fctmt des marchés / Cadre instit et régl. / Entrepreneuriat / Educ°-Format° / Eco de la connaissance / Cohésion sociale / Envt.
 - étalonnage par rapport aux principaux partenaires économiques du G.D: All., Belgique et France
 - comparaison aux valeurs " minimum, maximum et moyenne " de la zone UE

-
-
-

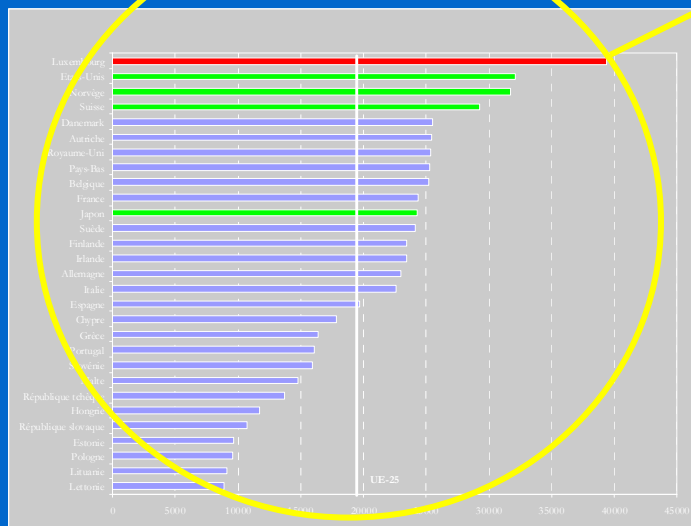
ECO 01	Revenu National Brut par habitant
ECO 02	Taux de croissance du PIB réel LISBONNE
ECO 03	Taux de croissance de l'emploi intérieur LISBONNE
ECO 04	Taux de chômage LISBONNE
ECO 05	Taux d'inflation LISBONNE
ECO 06	Solde public LISBONNE
ECO 07	Dette publique LISBONNE
ECO 08	Formation Brute de Capital Fixe de l'administration publique
ECO 09	Termes de l'échange
ECO 10	Taux de change effectif réel
ECO 11	Diversification
ECO 12	Entrées Investissements directs étrangers Sorties Investissements directs étrangers

ECO 01 - Revenu National Brut par habitant

Le Revenu National Brut (RNB) se définit comme le Produit Intérieur Brut (PIB) augmenté des revenus primaires reçus, et diminué des revenus versés au reste du monde. Le niveau du PIB par habitant est souvent assimilé à un indicateur du niveau de vie. Toutefois, pour le Luxembourg, largement ouvert aux flux transfrontaliers de facteurs et de revenus correspondants, cette notion mène à des comparaisons biaisées. Voilà pourquoi il est préférable de baser les comparaisons sur le RNB par habitant, qui tient compte de la rémunération des facteurs travail et capital au reste du monde.

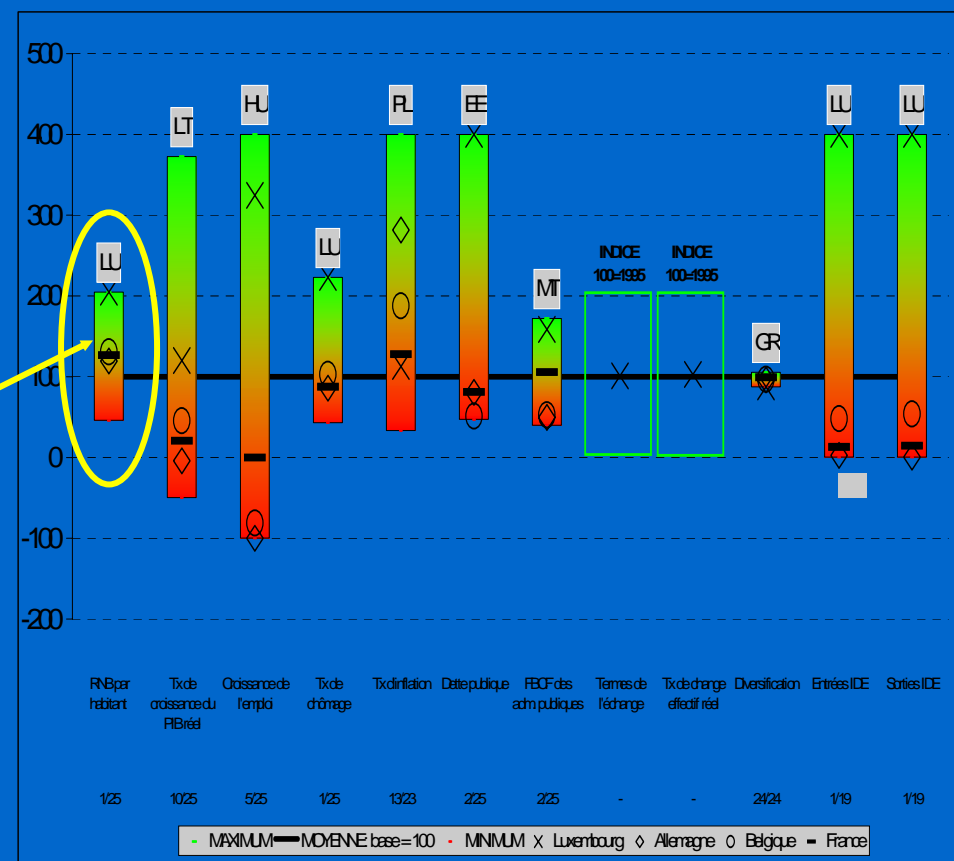
Le rôle principal de l'Etat est d'accroître le bien-être moyen de la population. Le RNB est l'une des mesures du bien-être, et permet de procéder à des comparaisons dans le temps et entre pays.

Figure1: Le Revenu National Brut par habitant au prix de marché en 2002 - en SPA.



Remarque: Les données manquent pour les pays suivants : Corée.

Source: Commission européenne, DG ECFIN, base de données UE AMECO.



-
-
-

- Et ... 10 domaines d'action
- Propositions soumises à la Tripartite
- 1. Développer l'éducation supérieure et la recherche: **Université**
 - dans la société de la connaissance, difficile de rester deux fois plus riche que la moyenne de ses voisins sans s'appuyer sur une forte éducation supérieure.
- 2. Former les moins qualifiés: **Chéquier Format^o**

-
-
-

- 3. Instaurer un **Salaire Minimum Formation**
 - coût: 60% du salaire minimum pour un 4/5 de temps
 - le salarié touche un SMF = salaire min. de plein temps
- 4. Moduler l'éch. mobile par un **Crédit Formation**
 - A partir d'un certain dépassement du salaire minimum, l'augment^o de salaire est capitalisée dans un compte individuel d'épargne formation
- 5. **Déréglementer le secteur TIC:**
 - l'importance de l'opérateur dominant des télécom a été un frein décisif à la diffusion des TICs

-
-
-

- 6. Favoriser la création d'entreprise
- 7. Passer à l'*e*-administration
- 8. Ouvrir la fonction publique
- 9. Attirer les compétences étrangères y.c. des nouveaux membres et des pays tiers
- 10. Modifier l'équilibre de l'économie politique

-
-
-



... m e r c i

Présentation publique

**Rapport sur la compétitivité
de l'économie luxembourgeoise
«Une paille dans l'acier»**

La version PDF du rapport peut être téléchargée sous www.eco.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur